



MOTION DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE GREC

Face aux nouvelles injonctions de la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et fonds monétaire international), le gouvernement de coalition grec vient d'annoncer un énième plan de « sauvetage » qui se traduit par 25 000 mises en disponibilité avec réduction de salaires et 4 000 licenciements de fonctionnaires d'ici la fin de l'année 2013.

Après les enseignants qui ont donné le ton en lançant, le 16 septembre, une grève reconductible suivie à plus de 90% et l'entrée en action des étudiants, c'est l'ensemble des fonctionnaires à l'appel de la Confédération du public Adedy, qui redescend dans la rue.

Depuis 2010 le PIB grec a reculé de 25%, les dépenses sociales (retraites, santé, prévoyance) ont été réduites de 23,9% tandis que le chômage a explosé, frappant en juin dernier près de 28% de la population dont 58,8% des jeunes.

La démonstration est ainsi faite que ces politiques d'austérité, ne s'attaquent en rien aux causes réelles d'une crise qui est bien celle d'un système centré sur la recherche incessante de profits au détriment des salaires et des politiques sociales.

Au contraire, ces politiques mortifères enfonce le pays dans une spirale dramatique de reculs économiques et sociaux autant que démocratiques, en livrant les populations désemparées aux thèses populistes de l'extrême-droite.

Dans un contexte d'agressions violentes qui se multiplient contre les immigrés, les militants de gauche tout comme les syndicalistes, l'assassinat d'un rappeur antifasciste par un membre du parti néonazi Aube dorée, doit être fermement condamnée par la communauté internationale.

En Grèce, comme ailleurs, les services publics, parce qu'ils sont porteurs de cohésion sociale, constituent un des meilleurs remparts à la montée de l'extrême droite et au repli sur soi nationaliste et xénophobe.

La fédération Cgt des services publics réaffirme son soutien total et sa solidarité avec le combat courageux que mènent, avec leurs organisations syndicales, les fonctionnaires, les salariés et la population de Grèce.

Montreuil, le 20 septembre 2013